

Urbain, rural et milieux transitionnels : les catégories géographiques de la ville diffuse
Urban, rural and transitional environments: A geographical typology for the extended city
Urbano, rural y medios ambientes transicionales : categorias geográficas de la ciudad difusa

Martin Simard

Volume 56, Number 157, April 2012

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1012214ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1012214ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (print)

1708-8968 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Simard, M. (2012). Urbain, rural et milieux transitionnels : les catégories géographiques de la ville diffuse. *Cahiers de géographie du Québec*, 56(157), 109–124. <https://doi.org/10.7202/1012214ar>

Article abstract

The words “city”, “countryside”, “urban”, “rural” and “suburbs” have all become part of our everyday language. But what do they really mean? Traditional difficulties in defining and delimiting the typology differentiating between geographical spaces take on a whole new dimension in the context of globalization and metropolitanization. Does this mean that the rise of the knowledge economy and the popularity of the Internet are ringing the death knell of what we understood until now was meant by the term “territories”? In this article, we present a progress report on the nomenclature used in urban studies and consider new forms of extended urbanization, which we describe as transitional environments. These are areas that can be defined as territories that diverge from recognized rural and urban ideal types. They are heterogeneous spaces that reflect the complexity of the ecumene resulting from the extended city. Their heteroclitic nature is not a passing phenomenon; it is here to stay. Transitional environments are the product of metropolitanized urban societies and pose a number of significant challenges in terms of education, societal issues and sustainable development.

Urbain, rural et milieux transitionnels : les catégories géographiques de la ville diffuse

*Urban, rural and transitional environments:
A geographical typology for the extended city*

*Urbano, rural y medios ambientes
transicionales: categorías geográficas de la
ciudad difusa*

Martin SIMARD

Département des sciences humaines et CRDT

Université du Québec à Chicoutimi

Mgsimard@uqac.ca

Résumé

Ville, campagne, urbain, rural, banlieue, tous ces mots font partie du vocabulaire courant de notre époque. Mais que signifient-ils réellement? Les difficultés traditionnelles de définition et de délimitation des catégories d'espaces géographiques prennent une dimension nouvelle dans le contexte de la mondialisation et de la métropolisation. La montée de l'économie de l'information et la popularisation d'Internet sonnent-ils le glas des territoires tels que nous les avons connus? Nous tenterons de faire le point sur la nomenclature en études urbaines. Nous nous intéresserons également aux nouvelles formes d'urbanisation diffuse que nous qualifions de milieux transitionnels. On peut définir ces milieux comme des territoires qui s'écartent des idéaux-types du rural et de l'urbain. Ces espaces hétérogènes reflètent la complexité de l'écumène issu de la ville diffuse. Leur nature hétéroclite ne serait pas temporaire, mais appelée à rester hétéroclite. Ils constituent le produit d'une société urbaine métropolisée et ils soulèvent différents défis en matière de pédagogie, de vie en société et de développement durable.

Mots-clés

Urbain, rural, définition, critères, milieux transitionnels, métropolisation.

Abstract

The words "city", "countryside", "urban", "rural" and "suburbs" have all become part of our everyday language. But what do they really mean? Traditional difficulties in defining and delimiting the typology differentiating between geographical spaces take on a whole new dimension in the context of globalization and metropolitanization. Does this mean that the rise of the knowledge economy and the popularity of the Internet are ringing the death knell of what we understood until now was meant by the term "territories"? In this article, we present a progress report on the nomenclature used in urban studies and consider new forms of extended urbanization, which we describe as transitional environments. These are areas that can be defined as territories that diverge from recognized rural and urban ideal types. They are heterogeneous spaces that reflect the complexity of the ecumene resulting from the extended city. Their heteroclitic nature is not a passing phenomenon; it is here to stay. Transitional environments are the product of metropolitanized urban societies and pose a number of significant challenges in terms of education, societal issues and sustainable development.

Keywords

Urban, rural, definition, criteria, transitional environments, metropolitanization.



Resumen

Ciudad, campo, urbano, rural, arrabales, estas palabras hacen parte del vocabulario corriente de nuestra época. Pero ¿qué significan realmente? Las dificultades tradicionales de definición y delimitación de las categorías de los espacios geográficos adquieren una nueva magnitud en contexto de mundialización y de metropolización. ¿Anuncian, el auge de la economía de la información y la popularidad de internet, la muerte de los territorios tal como los conocimos? Tentaremos de aclarar la situación de la nomenclatura en los estudios urbanos. Nos interesaremos igualmente en las nuevas formas de urbanización difusa que calificamos de medio ambientes transicionales que podemos definir los como territorios alejándose de los ideales-tipo de lo rural y lo urbano. Estos espacios heterogéneos reflejan la complejidad ecuménica residencial, resultante de la ciudad difusa. Su naturaleza heteróclita no sería temporaria, al contrario, permanecerá heteróclita. Constituyen el producto de una sociedad urbana metropolitana y suscitan desafíos diferentes en materia de pedagogía, de sociología y de desarrollo sostenible.

Palabras claves

Urbano, rural, definiciones, criterios, medios transicionales, metropolización.

Introduction

Ville, campagne, urbain, rural, banlieue, tous ces mots font partie du vocabulaire courant de notre époque. Mais que signifient-ils réellement? Leur sens semble s'imposer à nous instinctivement, mais il est fort difficile de les définir précisément, tant pour le commun des mortels que pour les spécialistes en études urbaines, rurales ou régionales (Moriconi-Ébrard, 2010; Louiset, 2011). Et que dire des expressions telles que «ville à la campagne», «village urbain» ou «métropolisation rurale»? Si l'on ajoute à cela l'émergence progressive d'espaces de type transitionnel – banlieues de diverses générations, villages soumis à la rurbanisation, établissements touristiques de prestige, villes petites et moyennes à l'intérieur de l'aire de navettage d'une métropole, etc. – ainsi que la fréquente incongruité territoriale des structures administratives locales et régionales, la confusion se révèle complète.

Il faut bien convenir que le vocabulaire géographique habituel est désuet et de peu d'utilité pour décrire les divers types d'établissements humains de notre époque. Les difficultés traditionnelles de définition et de délimitation des catégories d'espaces géographiques prennent donc une dimension nouvelle dans le contexte historique et géographique contemporain (Debarbieux, 2008). D'ailleurs, doit-on parler d'établissements au pluriel ou au singulier, dans la mesure où l'écoumène de plusieurs pays et régions est de moins en moins constitué de noyaux sur un arrière-plan d'espaces naturels, ou de basse densité, et de plus en plus d'un tissu urbain complexe et relativement continu. En effet, les réseaux d'échanges et de communication actuels respectent peu les modes de cristallisation de l'habitat issus du passé et tendent à en créer de nouveaux (Ghorra-Gobin, 2003). Certains parlent de la mort de la ville (Choay, 1994), d'autres des changements irréversibles qui l'affectent (Bassand, 2007). Toutefois, les formes spatiales qui nous ont été léguées exercent une certaine force d'inertie, laquelle contribue à nourrir nos illusions sur la nature des territoires.

Les transformations de la ville et des différents types de territoire paraissent découler de l'essence même du phénomène urbain. Au-delà de la brique et du mortier, l'urbain est avant tout un mouvement produit par les échanges entre les individus, les idées, les activités, un mouvement qui prend son envol à partir de points focaux de l'espace géographique. C'est cette dynamique sociospatiale vieille de plusieurs millénaires qui a explosé avec l'avènement de l'industrialisation au XVIII^e siècle (Mumford, 2011). Les modes de transport et de communication qui en sont tributaires (chemin de fer, automobile, téléphone, télévision, etc.) ont favorisé, à leur tour, une contraction toujours plus grande de l'espace-temps (Pumain, 1999). Une société urbaine mobile aux pratiques sociales relativement standardisées en a émergé, du moins dans les pays industriels avancés de la fin du XX^e siècle. La montée de l'économie de l'information et la popularisation d'Internet sonnent-elles le glas des territoires tels que nous les avons connus? Doit-on prévoir la constitution d'une « métapolis » réseautée (Ascher, 1995) ou d'une « ville keno » désorganisée (Dear, 2002) au sein de laquelle alternent, sans véritable tonus ou structure apparente, des formes et activités de toutes sortes?

Dans ce texte, nous tenterons de faire le point sur la nomenclature en études urbaines. Il ne s'agit pas de présenter les résultats d'une recherche spécifique, mais de proposer un essai critique sur un thème qui a déjà fait couler beaucoup d'encre. Ainsi, définir l'urbain ou le rural est à la fois un exercice simple et un défi considérable. Revoir ou revisiter ces concepts de base nous paraît néanmoins primordial à la lumière des transformations des dernières décennies. En conséquence, nous nous intéresserons aux nouvelles formes d'urbanisation et aux appellations qui leur sont associées, en premier lieu, les milieux transitionnels. À tort ou à raison, nous centrerons notre réflexion sur les concepts de ville et d'urbain, au détriment des notions de campagne et de rural. Une telle démarche peut choquer les ruralistes, qui voient fréquemment leur territoire de prédilection réduit à un espace résiduel. Néanmoins, l'étude des différentes classifications nationales et notre champ d'intérêt et de spécialisation justifient cette démarche.

Sur le plan méthodologique, nous procéderons par une discussion s'appuyant sur une revue de littérature. Quelques traitements statistiques et cartographiques viendront également bonifier la démarche. En termes de cheminement, nous regarderons d'abord les critères utilisés par différents États pour définir l'urbain et le rural. Par la suite, nous traiterons plus fondamentalement des qualités urbaines et rurales à travers le thème des effets de milieu. Finalement, les nouvelles formes spatiales liées notamment à la métropolisation seront abordées au même titre que le défi de leur nomenclature.

Définir et délimiter l'urbain

La ville est depuis toujours un objet d'intérêt des penseurs de toutes sortes : philosophes, réformateurs, artistes et scientifiques. Cet intérêt fort compréhensible touche également les simples citoyens et les élus politiques, au moment où la majorité des citoyens de la planète vit en milieu urbain (Bloom *et al.*, 2010). Depuis toujours, la ville est plus qu'un simple habitat collectif. Elle constitue un objet de fascination en tant que réalité matérielle symbolisant, à travers l'histoire, le divin, le pouvoir, la culture et le niveau d'avancement des sociétés (Lynch, 1981 ; Racine, 1993). La ville est à la fois l'aboutissement de plusieurs millénaires d'évolution et le point de départ d'une série de transformations socioéconomiques et culturelles qui ont marqué l'humanité



(Childe, 1950). En rétrospective, la ville se présente comme un catalyseur de l'histoire humaine, qui est indissociable des progrès et des révolutions. Avec un langage plus contemporain, nous parlerions de creuset d'innovations techniques et sociales.

La ville et l'urbanisation constituent des phénomènes géographiques ayant profondément affecté le monde à toutes les échelles. La géographie institutionnelle francophone s'est intéressée relativement tôt à la ville, à travers les écrits de Pierre Lavedan (Wackermann, 2000; Claval, 2011). Pourtant, cette discipline a longtemps semblé mal à l'aise face à cet objet, en comparaison avec le thème de la région. Il est vrai que la ville est un objet complexe, un nœud focal d'échanges en réseaux qui viennent progressivement altérer les traits et les rythmes séculiers des milieux ruraux, milieux si patiemment dépeints par la géographie régionale. Depuis un demi-siècle, les difficultés d'adaptation sont néanmoins chose du passé. La ville est aujourd'hui un formidable laboratoire de recherches dans tous les secteurs des sciences humaines, incluant la géographie (Poitras, 2000; Derycke, 2009; Cloutier *et al.*, 2011).

Pour mieux comprendre cet objet, ainsi que les processus territoriaux à l'œuvre, dans leur globalité, il est à nouveau nécessaire de s'interroger sur les concepts de ville et d'urbain. Évidemment, de multiples définitions de la ville ont été suggérées : un système à l'intérieur d'un système de villes (Berry, 1964), un lieu de maximisation des interactions sociales (Claval, 1970), un espace politique de compromis qui rend possible la cohabitation (Weber, 1992). L'une de celles-ci nous semble particulièrement intéressante :

La ville est un lieu étroit et unique, capable de concentrer une quantité impressionnante de richesse, de force de travail, d'intelligence, d'imagination, de conflit, de pouvoir, de savoir, de jouissance, d'exploitation, d'oppression et de libération (Tribillon, 2002 : 5).

Cette définition a le mérite de traiter à la fois des conditions matérielles, en parlant d'un lieu étroit, et immatérielles, à travers des mots tels qu'imagination, pouvoir ou savoir. Cependant, l'étroitesse est un concept plutôt mince lorsque vient le temps d'identifier et de délimiter les conditions matérielles qui caractérisent la ville. Évidemment, cette étroitesse ne vient pas des conditions biophysiques des établissements, mais de la compacité des bâtiments, des équipements et des infrastructures. L'expression « proximité organisée » associée à la ville par Huriot est beaucoup plus explicite (1998).

Dans le but de saisir l'évolution de leurs sociétés et de mettre en œuvre des politiques publiques, la plupart des États ont développé des catégories afin de classer les collectivités territoriales. Les critères suivants sont généralement utilisés : la taille ou un seuil de population, la densité de la population et des bâtiments ainsi que la diversité des activités économiques illustrée par l'utilisation du sol (Merlin et Choay, 2009). Malgré son caractère réducteur, le critère de la taille de la population est le plus utilisé (tableau 1). Toutefois, le seuil officiel de l'urbain varie énormément de pays en pays, passant de 200 individus en Islande à 50 000 habitants au Japon (ONU, 2005). Par ailleurs, le seuil de population de l'urbain est souvent bas et corrélé à la densité de population ou à la population totale du pays concerné : 1000 au Canada, 2000 en France, 2500 aux États-Unis ou 7000 en Belgique. De plus, les classifications européennes tendent à contenir des critères morphologiques ou d'utilisation du sol alors que les catégorisations canadienne et américaine se concentrent davantage sur la population totale.

Tableau 1 Les critères de l'urbain dans divers pays

Pays	Critère	Unité 1	Unité 2	Unité 3
Canada^a	Appellation	Urbain	Agglomération de recensement (AR)	Région métropolitaine de recensement (RMR)
	Seuil de population ou d'emplois	1000 h. et +	10 000 à 99 999 h.	100 000 h. et +
	Densité appliquée à une surface	400 h./km ²	-	-
	Délimitation de l'aire catégorisée	Limites municipales	Municipalités où 50 % et + de pop. active fait la navette vers le centre	Municipalités où 50 % et + de pop. active fait la navette vers le centre
États-Unis^b	Appellation	Urbain	Région micropolitaine (<i>Micropolitan Stat. Area</i>)	Région métropolitaine (<i>Metropolitan Stat. Area</i>)
	Seuil de population ou d'emplois	2500 h. et +	10 000 à 49 999 h.	50 000 h. et +
	Densité appliquée à une surface	500 h./mille ²	-	-
	Délimitation de l'aire catégorisée	Limites municipales	Municipalités où 50 % et + de pop. active fait la navette vers le centre	Municipalités où 50 % et + de pop. active fait la navette vers le centre
Grande-Bretagne^c (Angleterre et Pays de Galles)	Appellation	Ville	Centre urbain important (<i>Large Urban</i>)	Centre urbain majeur (<i>Major Urban</i>)
	Seuil de population ou d'emplois	10 000 h. et +	50 000 à 99 999 h.	100 000 h. et +
	Densité appliquée à une surface	-	-	-
	Délimitation de l'aire catégorisée	Rupture de 200 m et + dans la zone bâtie	Municipalités avec 50 % et + de la pop. en bâti contigu avec le noyau	Municipalités avec 50 % et + de la pop. active en bâti contigu
France^d	Appellation	Unité urbaine	Aire urbaine	Espace urbain
	Seuil de population ou d'emplois	2000 h. et +	5000 emplois et + dans la zone centre	5000 emplois et + dans la zone centre
	Densité appliquée à une surface	-	-	-
	Délimitation de l'aire catégorisée	Rupture de 200 m et + dans la zone bâtie	Communes où 40 % et + de pop. active fait la navette vers le centre	Ensemble formé de plusieurs aires et unités urbaines contiguës

a Source : Statistique Canada (<http://www.statcan.gc.ca/subjects-sujets/standard-norme/sgc-cgt/urban-urbain-fra.htm>)

b Source : US Census Bureau (<http://www.census.gov/geo/www/ua/urbanruralclass.html>)

c Source : Office for National Statistics (<http://www.ons.gov.uk/ons/guide-method/geography/products/area-classifications/rural-urban-definition-and-la/rural-urban-definition-england-and-wales/index.html>). Au Royaume-Uni, il existe également des Standard Metropolitan Labour Area (seuil de 70 000 habitants, 20 000 emplois dans le noyau urbain et incluant les municipalités voisines ayant minimalement 15 % de navetteurs).

d Source : INSEE - Institut national de la statistique et des études économiques (<http://www.insee.fr/fr/methodes/default.asp?page=definitions/unite-urbaine.htm>)

Tableau 1 (suite)

Pays	Critère	Unité 1	Unité 2	Unité 3
Belgique^e	Appellation	Urbain	Agglomérations opérationnelles	Régions urbaines
	Seuil de population ou d'emplois	7000 h. et +	-	-
	Densité appliquée à une surface	-	-	-
	Délimitation de l'aire catégorisée	Rupture de 50 ou 100 m. et + dans la zone bâtie	Communes avec 50 % et + de la pop.en bâti contigu avec le noyau (250 m.)	Communes où 25 % et + de pop. active fait la navette vers le centre
Suisse^f	Appellation	Ville	Agglomération	Aire métropolitaine
	Seuil de population ou d'emplois	10 000 h. et +	20 000 h.	5 grandes agglomérations fixées par décision politique
	Densité appliquée à une surface	-	2000 emplois et + dans la zone centre	2000 emplois et + dans la zone centre
	Délimitation de l'aire catégorisée	Limites communales	Communes où 1/6 et + de pop. active fait la navette vers le centre	Communes où 1/12 et + de pop. active fait la navette vers l'agglomération

^e Source : Institut national de la statistique

(http://statbel.fgov.be/fr/modules/publications/statistiques/population/monographies_1991/urbanisation.jsp)

^f Source : Schuler et al. (2005)

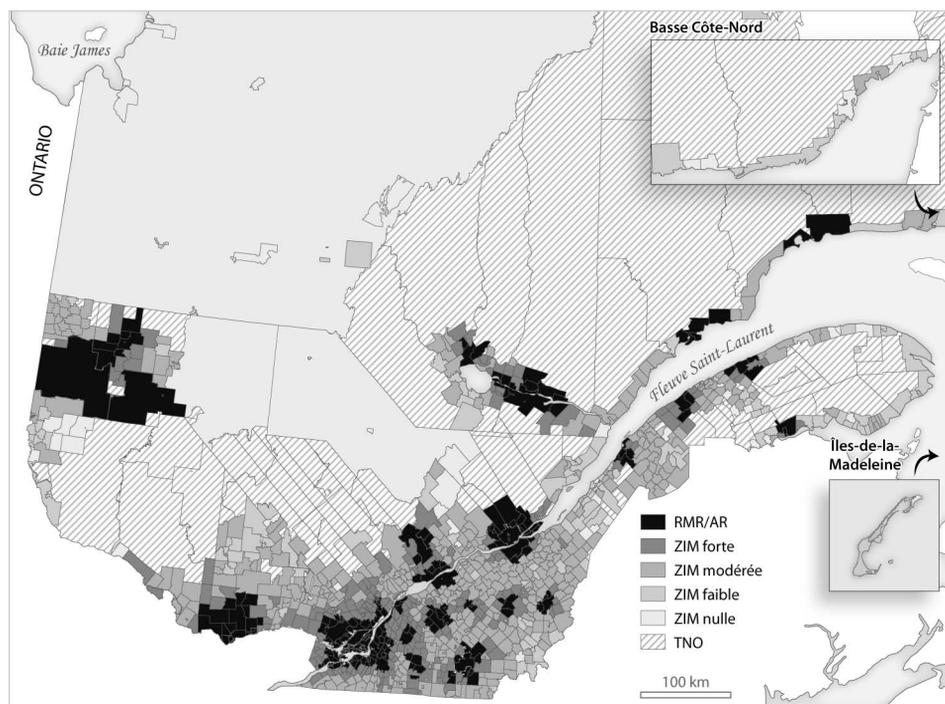
Cela dit, il est généralement admis qu'un établissement de moins de 5000 ou 10 000 habitants peut difficilement générer la diversité propre aux villes. Par exemple, la banque de données Géopolis utilise le critère de 10 000 habitants pour comptabiliser et cartographier les villes du monde (Moriconi-Ébrard, 1994). Dans la même veine, le système de classification d'Ehrensaft, développé par Statistique Canada et son équivalent américain, nomme les territoires canadiens situés hors des agglomérations de recensement (AR) ou des régions métropolitaines de recensement (RMR), régions non métropolitaines (Du Plessis *et al.*, 2002). Le seuil de l'urbain est alors de 10 000 habitants tout en incluant les zones rurales soumises au navettage intensif. De plus, à l'intérieur de ce classement, chaque établissement est mis en contexte sur le plan régional, c'est-à-dire que l'on considère non seulement ses caractéristiques intrinsèques, mais également sa position relative par rapport aux villes de tailles moyennes et supérieures.

En plus de la distinction entre l'urbain et le rural, qui est généralement établie sur la base des territoires municipaux ou communaux, la plupart des catégorisations nationales définissent des ensembles urbains de grande taille en fonction des migrations alternantes de travailleurs vers des noyaux urbains centraux (ESPON, 2007). Les contours de ces bassins d'emplois évoluent au fil de l'expansion de l'aire de navettage, ce qui pose des difficultés pour les comparaisons historiques (Guérois, 2002). À l'extérieur de ces aires métropolitaines, les territoires peuvent aussi être

regroupés au sein de catégories multiples. Par exemple, le concept canadien de zone d'influence métropolitaine (ZIM) permet de vérifier le degré d'intégration à la ville d'espaces dont le paysage est de type rural (McNiven *et al.*, 2000). Entre les noyaux urbains centraux et le rural profond ou authentique, différents milieux, qu'on peut qualifier de transitionnels, se déploient sous un mode plus ou moins concentrique, en fonction de la distance, des réseaux de transport et du relief (figure 1). Ce continuum urbain-rural avait été esquissé par les pionniers de l'école de sociologie urbaine de Chicago, il y a presque un siècle.

On retrouve donc une myriade de territoires à l'intérieur d'une échelle graduée dont l'urbain et le rural ne sont que les deux extrêmes. Selon nous, cette catégorisation plus fine des territoires habités reflète bien les métamorphoses récentes qui gommant progressivement les oppositions traditionnelles. Les classements binaires de l'urbain et du rural ne sont tout simplement plus appropriés. Cette évolution fait également ressortir l'importance grandissante de l'économie résidentielle ou présenteielle pour les collectivités traditionnellement rurales (Davezies, 2009) ainsi que l'interdépendance des territoires (Vanier, 2008). Au surplus, les trajectoires résidentielles favorisées par la grande mobilité des individus causent de l'étalement urbain, phénomène qui nous donne toute la mesure du défi du développement urbain durable (Lévy, 2010), notamment au Canada et aux États-Unis.

Figure 1 Les RMR, les AR et les ZIM sur le territoire du Québec (2011)



Note: L'acronyme TNO signifie «Territoires non organisés». Il s'agit de territoires administrés par le gouvernement du Québec par l'intermédiaire du ministère des Ressources naturelles et de la Faune.

Source: Statistique Canada, 2012

LERGA, UQAC, 2012



L'urbain : entre contenant et mode de société

Si la ville se définit relativement aisément par sa dimension physique, le terme urbain est plus ardu à saisir. L'urbain est l'adjectif qui qualifie ce qui est de la ville alors que l'expression rurale réfère à ce qui appartient à la campagne, territoire essentiellement marqué par l'activité agricole et la très basse densité qui en découle. On parle alors d'espace urbain, de problème urbain, voire de musique urbaine ! Cependant, les expressions « phénomène urbain » et « société urbaine » se veulent plus larges que ce qui relève de la ville au sens de la matérialité de celle-ci. Pacione (2009) distingue l'urbain comme « entité » de l'urbain comme « qualité ». Dans cette optique, on s'intéresse plutôt à un type de civilisation ayant des rapports sociaux et environnementaux particuliers, tous territoires confondus. En effet, depuis environ un demi-siècle, on remarque la disparition progressive de la distinction entre les habitudes de vie des urbains et des ruraux (Fortin, 1971). D'après les travaux de Perron et Veillette (2008), les indicateurs associés à la scolarité sont aujourd'hui parmi les rares variables à différencier l'urbain du rural, en analyse spatiale, dans la mesure où les découpages employés peuvent être considérés pertinents. La géographe Beaujeu-Garnier a semblé viser juste lorsqu'elle a décrit la ville « non pas comme une entité fixe mais comme un instrument détenant et propageant une forme de civilisation particulière, caractérisée par un ensemble de traits qui peuvent se diffuser de manière plus ou moins globale et plus ou moins parfaite » (1998 : 13).

Puisqu'il est question de la propagation spatiale de l'urbain, il est permis d'avancer l'hypothèse selon laquelle l'urbain aurait d'abord formé un domaine, soit un type d'espaces relativement bien délimités au sein desquels se seraient produits des effets de milieu. Ces effets de « contenant » (Hiller, 2010) se seraient d'abord déployés en vase clos. Depuis toujours, les relations villes-campagnes sont nombreuses et vitales pour les citoyens. Néanmoins, les relations intra-urbaines sont plus intenses et porteuses de changements sociaux (Mumford, 2011). Ces effets urbains semblent être le résultat de la mise en relation étroite d'éléments divers, qui est le propre de l'urbain. Dans cette optique, l'urbain se présente comme un tout dépassant la somme de ses parties, un tout qui trouve son originalité dans la concentration spatiale, horizontale ou verticale. Une concentration réalisée pour limiter au maximum la friction de l'espace. Selon nous, l'urbain tirerait alors son origine davantage des besoins humains primaires et supérieurs que du capitalisme, contrairement à ce qu'affirme Scott (2006). Toutefois, l'évolution du capitalisme induirait des changements urbains par étapes : phase marchande, phase fordiste et phase avancée (Pacione, 2009).

Le domaine urbain aurait créé de nombreux effets de milieu s'il faut en croire les écrits provenant de diverses disciplines. Pour les économistes étudiant les effets de la concentration spatiale des activités humaines, le domaine urbain façonnerait des économies d'agglomération (économies d'échelle, de localisation et d'urbanisation (Polèse et Shearmur, 2009)). Pour les sociologues de l'école de Chicago, l'urbain est également un domaine particulier. Émile Durkheim (1893) souligne le passage de la solidarité mécanique à la solidarité organique à travers le processus d'urbanisation. Louis Wirth (1938), dans la foulée des travaux de George Simmel, a décrit ce type de milieu comme créant du stress, de l'anomie et stimulant la ségrégation spatiale. Les effets du domaine urbain existeraient également du point de vue de la santé. Le milieu urbain amènerait des modifications physiologiques : brassage génétique homogénéisateur,

augmentation des stimuli nerveux, modification des régimes pathologiques, des maladies transmissibles vers les maladies dégénératives (Crognier, 1994). Finalement, les démographes et experts en population attribuent généralement à l'urbanisation le passage à un régime démographique moderne (faible natalité/faible mortalité) et le phénomène de la transition démographique (Charvet et Sivignon, 2009).

On a aussi situé l'urbain comme une qualité d'occupation du sol relevant d'une dynamique culturelle, politique et économique, par l'entremise de la géographie structurale (Desmarais et Ritchot, 2000; Gagnon, 2008). L'urbain s'affiche alors comme un espace de prestige, valorisé foncièrement, au sein duquel les résidants contrôlent leur mobilité. Selon cette perspective controversée, les formes et fonctions nobles se regroupent à l'intérieur de ces zones, alors que l'habitat précaire et l'industrie se localisent en milieu dévalorisé, qualifié de rural par la géographie structurale. L'urbain et le rural seraient ainsi associés à la culture, et à la valorisation économique qui s'ensuit, plutôt qu'à la densité morphologique. Cette dichotomie spatiale, qui se maintiendrait dans la longue durée, précéderait même l'édification des formes concrètes. La dialectique des domaines se réaliserait au sein même des établissements humains, mais elle aurait correspondu à la ville et à la campagne dans la période qui a précédé l'industrialisation et l'arrivée des masses ouvrières en ville. L'engouement actuel pour la banlieue pavillonnaire ne contredirait pas cette structuration. Au contraire, elle serait une veine tentative de l'outrepasser (Mercier, 2006).

Aux yeux de la géographie structurale, le critère de différenciation des territoires serait donc la valorisation foncière, qui découle du cadre culturel, et la qualité des aménagements concrets, qui témoigne du pouvoir économique et politique. Ce paradigme rejoint en partie les approches critiques en études urbaines en faisant ressortir les inégalités sociales inscrites dans la forme urbaine de même que la répartition inéquitable du pouvoir entre les groupes sociaux (Hamel, 2005). La question du pouvoir trace donc des frontières à l'intérieur des villes et des campagnes, mais est-ce bien là que réside le cœur du phénomène urbain? En dépit du vocabulaire utilisé, ne s'agit-il pas d'une autre catégorie de découpage territorial à ne pas confondre avec la question urbaine, les inégalités pouvant se retrouver dans tous les contextes, indépendamment de la densité d'occupation, de la localisation relative ou de la dotation en infrastructures? On peut arguer que oui.

Une fois disparu l'effet contenant propre à la ville, à la suite de l'irradiation de tout l'espace géographique, une fois isolée la question des lieux de pouvoir et de leur structuration spatiale, l'urbain paraît se résumer à peu de choses. Nous avons affirmé précédemment que la grande mobilité résidentielle des individus et des ménages contribue à fabriquer des milieux transitionnels, des milieux ni totalement urbains, ni totalement ruraux. Mais quel est l'objet de cette transition, objet dont l'intensité se déclinerait spatialement? À l'heure de la mondialisation, l'urbain permet aux individus de participer à un véritable tourbillon d'activités compressées dans le temps, en particulier dans les zones urbaines centrales. C'est l'intensité de ce mouvement giratoire qui paraît varier à l'intérieur des différents types de milieu. D'ailleurs, n'est-ce pas ce que les néoruraux recherchent en s'établissant en milieu rural, soit prendre un peu de recul et tenter de sortir provisoirement du carrousel? De toute évidence, cette accélération du temps, et le stress qui y est relié, sont des sous-produits de la densité et de la mixité des activités urbaines. Au-delà des paysages, qui apparaissent

de plus en plus factices, c'est donc la texture de l'espace-temps qui oscillerait sur l'espace géographique. Malgré tout, le tissu sociospatial qui en résulte mérite une certaine attention et il se caractérise par la prolifération des milieux transitionnels.

Les milieux transitionnels en question

Les bouleversements spatiaux aux échelles urbaine et régionale sont fréquemment reliés à la métropolisation, celle-ci étant la forme spatiale résultant de la mondialisation, selon Di Méo (2010). En parallèle aux changements hiérarchiques à l'intérieur des systèmes urbains, la métropolisation exprime la concentration des personnes et des capitaux ainsi que des lieux de pouvoir au sein des grandes agglomérations, d'une part, et la dispersion-disjonction des zones d'habitats, d'autre part (Sassen, 2012). Les nappes urbaines qui s'étalent et quadrillent les territoires deviennent particulièrement difficiles à lire, à décrire et à nommer (Debarbieux, 2008). L'évolution des modèles explicatifs de la ville, de l'école de Chicago à celle de Los Angeles, illustre la structuration urbaine plus souple, qui se met en place au cours du XX^e siècle, de même que le changement d'échelle du phénomène urbain (Sénécal, 2007). La fragmentation spatiale et la basse densité semblent être les maîtres mots de la ville métropolisée. Une ville qui explose de son cadre et qui investit les territoires adjacents pour créer un ensemble socioéconomique multiforme à l'échelle régionale (Bourne *et al.*, 2011). Cette ville diffuse est souvent encadrée par des structures politiques supralocales ou régionales qui sont dotées de compétences élargies (Brenner, 2004). Mais quelle est la position des milieux transitionnels dans ce portrait d'ensemble ?

Pour plusieurs, les milieux transitionnels constituent la nouvelle frontière de la recherche sur les dynamiques territoriales (Dumont et Hellier, 2010). Ces milieux peuvent être définis comme étant des territoires dont le paysage, l'architecture et l'utilisation du sol sont divers et s'écartent des idéaux types du rural et de l'urbain. En termes de catégories géographiques, ils correspondraient principalement aux zones d'influence métropolitaine (ZIM) fortes et modérées. S'il faut en croire les chiffres de Statistique Canada pour le Québec (2011), les milieux en question occuperaient plus de 50 % des territoires municipalisés et 15,5 % de la population de ceux-ci (tableau 2). Les territoires municipalisés correspondent approximativement à l'écoumène québécois. Cependant, une portion significative des agglomérations de recensement (AR) et des régions métropolitaines de recensement (RMR) peut également être intégrée à cette catégorie interstitielle, soit les espaces périurbains de la première couronne, pour ainsi totaliser approximativement les deux tiers du territoire et même le quart voire le tiers de la population. Rappelons que les AR et les RMR peuvent contenir des municipalités rurales, selon les critères canadiens d'une population minimale de 1000 habitants et d'un seuil de densité de moins de 400 habitants par kilomètre carré. Pour finir, parions que les données des recensements de 2016 et 2021 viendront confirmer l'émergence rapide des milieux transitionnels comme mode d'occupation du sol et milieu de vie d'une forte proportion de la population. À l'instar de l'Europe, notre futur sera visiblement périurbain même si ce périurbain peut se décliner en divers scénarios (Vanier et Lajarge, 2008 ; Louargant et Roux, 2010).

Les milieux transitionnels, ou le périurbain au sens large, ne constitueraient pas simplement un front périurbain en phase d'urbanisation, mais un espace appelé à demeurer hétérogène et complexe. La logique organisationnelle de même que le fonctionnement quotidien de cet espace ne s'expliquent pas à l'échelle locale, mais à l'intérieur de la

sphère régionale, voire à d'autres échelles. Dans cette optique, les nouveaux quartiers de la ville centre prennent des configurations irrégulières à l'intérieur de vastes bassins d'emplois. Aux banlieues pavillonnaires de la première couronne succèdent des zones périurbaines où se multiplient les espaces commerciaux de grands gabarits, les terres agricoles, en friche ou boisées, des aires de services en bordure des autoroutes, des noyaux villageois rurbanisés ou des espaces de villégiature embourgeoisés. Même les classements distinguant le périurbain de la frange urbaine, de la zone d'exode rural et du rural profond n'arrivent pas à décrire précisément la diversité des milieux transitionnels (Bruneau, 2000).

Tableau 2 Les populations des RMR, des AR et des ZIM au Québec (2011)

Catégories géographiques	Population			Proportion de la population		
	2006	2011	2006-11	2006	2011	2006-11
Canada	31 612 897	33 476 688	5,9	-	-	-
Québec	7 546 131	7 903 001	4,7	100,0	100,0	0,0
Régions métropolitaines de recensement	5 133 968	5 415 881	5,5	68,0	68,5	0,5
Agglomérations de recensement	905 041	938 918	3,7	12,0	11,9	-0,1
ZIM fortes	449 677	483 020	7,4	6,0	6,1	0,2
ZIM modérées	735 703	742 836	1,0	9,7	9,4	-0,3
ZIM faibles	297 319	297 344	0,0	3,9	3,8	-0,2
ZIM nulles	24 423	25 002	2,4	0,3	0,3	0,0

Ces chiffres correspondent précisément aux catégories de la figure 1. Ainsi, les TNO, la municipalité de la Baie James, le Nunavik, les réserves autochtones et les villages inuits ne sont pas inclus. Par contre, les villes nordiques de Chapais, Chibougamau, Fermont, Lebel-sur-Quévillon et Matagami sont intégrées. Par ailleurs, nous avons utilisé les limites administratives qui précèdent le regroupement municipal de 2002, dans le cas de la municipalité de La Tuque. En effet, les frontières actuelles de la ville comprennent de vastes espaces inhabités qui auraient faussé les données.

Ces ensembles territoriaux hors normes mettent en relation des populations diverses, des formes architecturales hétéroclites et des emprises foncières différemment utilisées et valorisées (Ghorra-Gobin, 2003). On peut les percevoir comme étant foncièrement négatifs, car ils brisent la relative harmonie des paysages traditionnels et favorisent les conflits d'usage (Jeanneaux et Perrier-Cornet, 2008). À l'opposé, on peut les situer comme étant créateurs d'une diversité de cadres de vie, diversité ouverte à l'émergence d'un certain génie du lieu (Bailly, 2008). Fortin et Després (2008) observent une fonction d'intégration des ruraux à la ville pour les espaces périurbains lointains de l'agglomération de Québec. Les milieux transitionnels sont également le résultat d'une entreprise plus ou moins consciente de redistribution territoriale des revenus d'emploi par l'intermédiaire de la délocalisation de la fonction résidentielle. La question des inégalités n'est pas résolue pour autant, la nouvelle organisation du territoire pouvant incidemment prendre la forme d'une *clubbisation* des espaces résidentiels (Charmes, 2011).

Malgré le renouveau d'intérêt pour les études rurales, force est de reconnaître que les milieux ruraux en santé sont majoritairement ceux qui accueillent des urbains comme résidents permanents ou temporaires (Reimer, 2006). Ce constat ne remet pas en question la pertinence des politiques publiques d'aide au développement, comme

la politique québécoise de la ruralité. D'ailleurs, l'occupation des territoires rejoint les revendications identitaires des populations et s'impose comme stratégie géopolitique aux États. Néanmoins, il s'agit de prendre la pleine mesure d'une société urbaine fortement motorisée, des effets de l'économie et des technologies de l'information, ainsi que de l'organisation spatiale qui en découle. Ainsi, l'occupation des territoires hors de portée des grandes zones métropolitaines – ou des villes moyennes, dans une certaine mesure – est appelée à devenir relativement marginale (Polèse et Shearmur, 2002). Quant à eux, le rural périurbain et la proche campagne affichent un avenir prometteur sur les plans économique et démographique, mais cela risque de se faire au prix d'une perte d'authenticité, ou de la construction d'une nouvelle.

Conclusion

La mondialisation et la métropolisation, bien qu'elles n'expliquent pas tous les bouleversements, favorisent des recompositions territoriales et remettent en cause les formes et catégories géographiques préalablement édictées dans les pays industriels avancés. Plusieurs enjeux sociaux et urbanistiques ressortent de cette situation. Comment se loger et circuler efficacement et à bon coût à l'intérieur d'immenses complexes urbains diffus? Comment répondre aux défis du développement urbain durable alors que le modèle urbain culturellement dominant se positionne exactement à l'opposé? De quelle manière peut-on avoir accès à l'urbanité, ou à notre droit à la ville comme dirait Henri Lefebvre (1972), dans un cadre urbain où la très basse densité devient la norme, notamment en Amérique du Nord? Ces questionnements de société interpellent le politique et ils devront trouver réponses dans les années et décennies à venir.

Plus fondamentalement, s'impose l'enjeu de la lisibilité des territoires et de la nomenclature géographique. Les représentations spatiales des individus sont à la base du fonctionnement des sociétés. Comment peut-on décrire et nommer les territoires dans la complexité actuelle, qui semble essentiellement produite par la mondialité et la métropolitaneité? Si la métropolisation est une clé de lecture de l'organisation contemporaine des espaces géographiques (Di Méo, 2010), il n'est pas aisé de fournir cette clé aux citoyens. Faut-il développer de nouveaux termes pour situer les sous-ensembles à l'intérieur des espaces métropolitains et régionaux? Doit-on maintenir l'utilisation du couple ville-campagne sous prétexte qu'il possède encore une certaine résonance sociale? Sommes-nous appelés à abandonner les catégories géographiques pour traiter uniquement de la dynamique d'ensemble des agglomérations et de son évolution dans le temps? Doit-on promouvoir l'expression «milieu transitionnel» comme élément de solution? Le défi de prise en compte de la complexité des formes spatiales est réel au sein d'une société qui promeut l'instantanéité, les formules chocs, les savoirs implicites, les choix individuels et le relativisme idéologique.

Par ailleurs, l'espace géographique ne cesse d'évoluer. À la distanciation des lieux de travail, des lieux de loisir et des lieux de résidence, s'ajouteront assurément des stratégies résidentielles de rechange. Certains individus ou ménages possèdent déjà deux ou plusieurs résidences, dans des collectivités ou des régions différentes, résidences qu'ils occupent de façon intermittente. Par ailleurs, les nombreux enfants du divorce naviguent déjà entre deux domiciles sur une base hebdomadaire. Quelle est leur résidence principale ou leur localité d'attache? Comment fabriquent-ils leurs

identités territoriales dans ce contexte ? D'éventuels modes de transport rapide, comme les trains à grande vitesse, favoriseront probablement ces états de quasi-ubiquité. La « transterritorialité » pourrait rapidement apparaître dans le vocabulaire géographique. Elle s'apparentera au concept de transnationalité qui est utilisé pour décrire l'univers culturel métissé des immigrants des métropoles nord-américaines. On retrouvera très certainement des lieux pour chaque période de l'année ou pour chaque période de la vie. La territorialité postmoderne sera peut-être à mi-chemin entre la sédentarité et le nomadisme...

Remerciements

L'auteur aimerait remercier Carl Brisson, professionnel de recherche au Laboratoire d'expertise et de recherche en géomatique appliquée (LERGA) de l'UQAC, pour sa contribution aux traitements statistiques et cartographiques.



Bibliographie

- ASCHER, François (1995) *Métapolis ou l'avenir des villes*. Paris, Jacob.
- BAILLY, Antoine (2008) Pour un développement rural durable. *Organisations et territoires*. vol. 17, n° 1, p. 67-71é
- BASSAND, Michel (2007) *Cités, villes, métropoles : le changement irréversible de la ville*. Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes.
- BEAUJEU-GARNIER, Jacqueline (1998) *Géographie urbaine*. Paris, Armand Colin.
- BERRY, Brian J. L. (1964) Cities as systems within systems of cities. *Papers of the Regional Science Association*, vol. 13, p. 147-163.
- BLOOM, David E., CANNING, David, FINK, Günther, KHANNA, Tarun et SALYER, Patrick (2010) *Urban settlement. Data, measures, and trends*. United Nation University, Working Paper n°2010/12.
- BOURNE, Larry S., HUTTON, Tom, SHEARMUR, Richard et SIMMONS, Jim (2011) *Canadian urban regions. Trajectories of growth and change*. Toronto, Oxford University Press.
- BRENNER, Neil (2004) Urban governance and the production of new states spaces in Western Europe, 1960-2000. *Review of International Political Economy*, vol. 11, n°3, p. 447-488.
- BRUNEAU, Pierre (2000) L'archipel urbain québécois. Un nouveau rapport société-espace. Dans Pierre Bruneau (dir.) *Le Québec en changement. Entre l'exclusion et l'espérance*. Québec, Presses de l'Université du Québec, p. 29-60.
- BUNTING, Trudi, FILION, Pierre et WALKER, Ryan (dir.) (2010) *Canadian cities in transition. New directions in the twenty-first century* (4^e éd.). Toronto, Oxford University Press.
- CHILDE, V. Gordon (1950) The urban revolution. *Town Planning Review*, n°21, p. 3-17.
- CHARMES, Éric (2011) *La ville émiétée. Essai sur la clubbisation de la vie urbaine*. Paris, Presses universitaire de France.
- CHARVET, Jean-Paul et SIVIGNON, Michel (2009) *Géographie humaine. Questions et enjeux du monde contemporain*. Paris, Armand Colin.
- CLAVAL, Paul (1970) La géographie urbaine. *Revue de géographie de Montréal*, n°2, p. 117-141.
- CLAVAL, Paul (2011) *Ennobler et embellir. De l'architecture à l'urbanisme*. Paris, Les carnets de l'info.
- CLOUTIER, Geneviève, COLLIN, Jean-Pierre et POITRAS, Claire (2011) *Dix ans d'études urbaines au Québec. Bilan et perspectives d'avenir*. Québec, Presses de l'Université Laval.
- CHOAY, Françoise (1994) *Le règne de l'urbain et la mort de la ville*. Dans *La ville, art et architecture en Europe, 1830-1993*. Paris, Centre Georges Pompidou, p. 26-39.
- CROGNIER, Émile (1994) *L'écologie humaine*. Paris, Presses universitaires de France.
- DAVEZIES, Laurent (2009) L'économie locale résidentielle. *Géographie, économie, société*, vol. 11, n°1, p. 47-53.
- DEAR, Michael (dir.) (2002) *From Chicago to L.A. Making sense of urban theory*. Thousand Oaks (Ca.), Sage.
- DEBARBIEUX, Bernard (2008) Le syndrome de Moctezuma ou réflexions sur l'actualité et la pertinence du couple ville-campagne dans l'analyse territoriale. Dans Lilli Monteventi-Weber, Chantal Deschenaux et Michèle Tranda-Pittion (dir.) *Campagneville, le pas de deux. Enjeux et opportunités des recompositions territoriales*. Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes, p. 61-75.
- DERYCKE, Paul-Henri (2009) Regards sur l'économie urbaine. 40 ans de recherches francophones (1965-2007). *Revue d'économie régionale et urbaine*, n°2, p. 239-266.
- DESMARAIS, Gaétan et RITCHOT, Gilles (2000) *La géographie structurale*. Paris, L'Harmattan.

- DI MÉO, Guy (2010) La métropolisation. Une clé de lecture de l'organisation contemporaine des espaces géographiques. *L'information géographique*, vol. 74, n°3, p. 23-38.
- DUMONT, Marc et HELLIER, Emmanuelle (2010) *Les nouvelles périphéries urbaines. Formes, logiques et modèle de la ville contemporaine*. Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- DU PLESSIS, Valérie, BESHIRI, Roland, BOLLMAN, Ray D. et CLEMENSON, Heather (2002) *Définitions du rural*. Document n°21-601-MIE - n°061, Division de l'agriculture, Statistique Canada, Ottawa.
- DURKHEIM, Émile (1893) *De la division du travail social*. Paris, Presses universitaires de France.
- ESPON – European Spatial Planning Observation Network (2007) *Study on Urban Functions – Project 1.4.3*. Final Report, March.
- FORTIN, Andrée et DESPRÉS, Carole (2008) Le juste milieu : représentations de l'espace des résidents du périurbain de l'agglomération de Québec. *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 52, n°146, p. 153-174.
- FORTIN, Gérald (1971) *La fin d'un règne*. Montréal, Hurtubise HMH.
- GAGNON, Serge (2008) Le rôle de la spatialité dans l'organisation des territoires. Dans Guy Massicotte (dir.) *Sciences du territoire. Perspectives québécoises*. Québec, Presses de l'Université du Québec, p. 163-203.
- GHORRA-GOBIN, Cynthia (2003) *Villes et société urbaine aux États-Unis*. Paris, Armand Colin.
- GUÉROIS, Marianne (2002) Commune centre, agglomération, aire urbaine: quelle pertinence pour l'étude des villes? *Cybergeo – revue européenne de géographie*, n°212. [En ligne.] <http://cybergeo.revues.org/3491>
- HAMEL, Pierre (2005) La métropole contemporaine et ses controverses. *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 49, n°138, p. 393-408.
- HILLER, Harry H. (2010) *Urban Canada*. Toronto, Oxford.
- HURIOT, Jean-Marie (1998) *La ville ou la proximité organisée*. Paris, Economica.
- JEANNEAUX, Pierre et PERRIER-CORNET, Philippe (2008) Les conflits d'usage du cadre de vie dans les espaces ruraux et la décision publique locale. Éléments pour une analyse économique. *Économie rurale*, n°306, p. 39-54.
- LEFEBVRE, Henri (1972) *Le droit à la ville*. Paris, Anthropos.
- LÉVY, Jacques (2010) Le développement urbain durable. Entre consensus et controverses. *L'information géographique*, vol. 74, n°3, p. 39-50.
- LOUARGANT, Sophie et ROUX, Emmanuel (2010) Futurs périurbains: de la controverse à la prospective. *Territoires 20/40*, n°2, p. 33-49.
- LOUISET, Odette (2011) *Introduction à la ville*. Paris, Armand Colin.
- LYNCH, Kevin (1981) *Good City*. Form Cambridge (Mass.), MIT Press.
- MCNIVEN, Chuck, PUDERER, Henry et JANES, Daryl (2000) *Zones d'influence des régions métropolitaines de recensement et des agglomérations de recensement (ZIM) : une description de la méthodologie*. Document n°92F0138MIF, Ottawa, Statistique Canada.
- MERCIER, Guy (2006) La norme pavillonnaire: mythologie contemporaine, idéal urbain, pacte social, ordre industriel, moralité capitaliste et idéalisme démocratique. *Cahiers de Géographie du Québec*, vol. 50, n°140, p. 207-239.
- MÉRENNE-SCHOUMAKER, Bernadette, VAN DER HAEGEN, Herman et VAN HECKE, Etienne (1998) *Recensement de la population 1991*. Monographie 11A, Bruxelles, I.N.S.
- MERLIN, Pierre et CHOAY, Françoise (2009) *Dictionnaire de l'aménagement et de l'urbanisme*. Paris, Presses universitaires de France.



- MORICONI-EBRARD, François (1994) *Géopolis : pour comparer les villes du monde*. Paris, Anthropos.
- MORICONI-EBRARD, François (2010) Les villes et l'urbain : n'en jamais finir avec la définition. Dans Laurent Cailly et Martin Vanier (dir.) *La France. Une géographie urbaine*. Paris, Armand Colin.
- ORGANISATION DES NATIONS UNIES (2005) *Demographic Yearbook*, table 6 [En ligne.] <http://unstats.un.org/unsd/demographic/products/dyb/dyb2005/notestab06>.
- MUMFORD, Lewis (2011) *La cité à travers l'histoire*. Paris, Agone.
- PACIONE, Michael (2009) *Urban Geography. A Global Perspective* (3^e éd.). Londres, Routledge.
- PERRON, Michel et VEILLETTE, Suzanne (2008) Les élèves de la ville et de la campagne au Québec. *Diversité*, n°155, p. 179-185.
- POLÈSE, Mario et SHEARMUR, Richard (2002) *La périphérie face à l'économie du savoir. La dynamique spatiale de l'économie canadienne et l'avenir des régions non métropolitaines du Québec et des provinces de l'Atlantique*. Montréal, INRS-UCS/ICRDR.
- POLÈSE, Mario et SHEARMUR, Richard (2009) *Économie urbaine et régionale. Introduction à la géographie économique*. Paris, Economica.
- POITRAS, Claire (2000) L'histoire urbaine au Québec durant les années 1990 : de nouvelles tendances? *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 54, n°2, p. 219-245.
- PUMAIN, Denise (1999) Quel rôle pour les villes petites et moyennes des régions périphériques? *Revue de géographie alpine*, vol. 87, n°2, p. 167-184.
- RACINE, Jean-Bernard (1993) *La ville entre Dieu et les hommes*. Paris, Anthropos.
- REIMER, Bill (2006) *The rural context of community development in Canada*. *Journal of Rural and Community Development*, vol. 6, n°1 [En ligne.] <http://www.jrcd.ca/index.php>
- SASSEN, Saskia (2012) *Cities in a World Economy* (4^e éd.). California, Pine Forge Press.
- SCHULER, Martin, DESSEMONTET, Pierre et JOYE, Dominique (2005) *Les niveaux géographiques de la Suisse*. Recensement fédéral de la population 2000, Office fédéral de la Statistique, Neuchâtel.
- SCOTT, Allen J. (2006) Creative cities: Conceptual issues and policy questions. *Journal of Urban Affairs*, vol. 28, n°1, p. 1-17.
- SÉNÉCAL, Gilles (2007) Métaphores et modèles en géographie urbaine : le continuum de l'école de Chicago à celle de Los Angeles. *Annales de géographie*, n°657, p. 513-532.
- TRIBILLON, Jean-François (2002) *L'urbanisme*. Paris, La Découverte.
- VANIER, Martin (2008) *Le pouvoir des territoires : essai sur l'interterritorialité*. Paris, Anthropos.
- VANIER, Martin et LAJARGE, Romain (2008) *Rapport final du groupe de prospective sur les futurs périurbains de la France en Europe*. Délégation interministérielle à l'Aménagement du Territoire et à l'Attractivité Régionale (DATAR).
- WACKERMANN, Gabriel (2000) *Géographie urbaine*. Paris, Ellipses.
- WEBER, Max (1992) *La ville*. Paris, Aubier.
- WIRTH, Louis (1938) Urbanism as a way of life. *American Journal of Sociology*, vol. 44, n°1, p. 1-24.